

## **Brèves de Normandie N°130**

(Décembre 2013)

Cassez ! Détruisez ! Vandalisez ! La délinquance paie !

Et ...Vous obtiendrez : combien DEUX MILLIARDS D'EUROS.

La Bretagne est une région très favorisée socialement et économiquement depuis des décennies.

La région dite « haute-NORMANDIE » notamment, est socialement et économiquement DEFAVORISEE depuis des décennies.

La destruction de la majeure partie du tissu social et économique est sciemment organisée par action et/ou par omission par les politiques et administratifs tant nationaux que locaux.

Justice sociale avez-vous dit ?

Injustice sociale vous pratiquez !

Au surplus, qui va payer les portiques de l'éco-taxe (environ un million d'euros chaque), les radars (plusieurs dizaines de milliers d'euros chaque, environ 30.000) les réparations, remises en état, surveillances etc...etc...

Tous les français y compris les normand.e.s.

Un comportement factieux, voire fasciste où la violence sert d'intelligence et de dialogue, le tout encadré par et avec la complicité des politiques et des administratifs bretons aux frais de la collectivité nationale, de nous et de nos impôts qui n'en peuvent mais !

Oui, les politiques Bretons, alors qu'ils sont élus du PEUPLE FRANÇAIS, sont non seulement complices mais ACTEURS ORGANISES EN BANDE et soutiens de la révolte Bretonne par leurs réseaux, copinage identitaire et complicité politico-administratives dans les plus hautes instances de la REPUBLIQUE FRANCAISE, dévoyant celle-ci au rang d'une République bananière !

Aujourd'hui en France du Mercredi 30 Octobre 2013 sous la signature de Rosalie Lucas : « Au Parlement, le Breiz Power est à la manœuvre.

Cette suspension de l'écotaxe, c'est leur victoire. Depuis le Printemps, les parlementaires bretons socialistes sont à la manœuvre pour demander le report de cette mesure. Ils se sont eux-mêmes surnommés les Breiz Power, DOUZE sénateurs et VINGT et UN députés P.S. auxquels il faut ajouter l'écologiste Paul Molac élu du Morbihan se regroupent et s'organisent pour former un contre-pouvoir régional, identitaire et anti démocratique.

Leur principal allié au gouvernement : Jean-Yves Le Drian, le ministre-Breton de la Défense. « Toutes les cinq à six semaines, nous nous réunissons dans son ministère » (aux frais de qui ?) rapporte Jean-Jacques URVOAS, élu du Finistère et Président de la Commission des lois de l'Assemblée. « Nous abordons tous les sujets qui nous préoccupent » explique Gwenegan Bui (Finistère)

Des ministres peuvent être invités à ces rencontres, ou des personnalités, comme Louis Gallois.

Des élu.e.s qui assument leur surnom de Lobby.

En Avril, ces élus décident de passer à l'action... On a joué sur l'effet de groupe et activé nos relations (voilà qui en dit long !) confie un député».

A l'Assemblée on nous traite de lobby, nous l'assumons comme tel, reconnaît Urvos. Nous pensons que les bretons n'ont pas envoyés vingt-deux députés par hasard et qu'ils doivent avoir un retour sur investissement... »

Et les autres régions qui ont envoyé des député.e.s ce serait par hasard peut-être !

.....

« Au sein de l'exécutif, le Breiz Power peut, en plus de M. Le Drian, compter sur le soutien de Marilyse Le Branchu (Finistère), et de ceux qu'ils appellent les « petits cousins » ; ceux qui n'ont pas d'attaches électorales dans la région mais des liens familiaux comme Benoît Hamon et Stéphane Le Foll.

Enfin le Breiz Power est directement branché à l'Élysée grâce à Bernard Poignant, Maire de Quimper et conseiller de François Hollande, qui dispose

d'un petit bureau non loin de celui du Président, qui a toujours eu un lien particulier avec la Bretagne.... Et le dessert préféré du Président n'est autre que... le kouign-amann. »

No comment ! Sinon je prendrai le risque d'être grossier... !

Où devrait être la révolte ?

Quelle belle leçon de démocratie !

Une région qui a un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale N'EST PAS en crise profonde: c'est la Bretagne.

Une région qui a entre un point et demi et DEUX POINTS ET DEMI de chômage de plus que la Bretagne et la moyenne nationale depuis plusieurs décennies est en crise non seulement profonde mais encore permanente : c'est la région administrative dite « haute-NORMANDIE » et la région administrative dite « basse-NORMANDIE » dans une proportion moindre.

Ainsi depuis plus de trente ans les populations laborieuses des régions administratives normandes sont dans une très grave crise sociale et économique créée, voulue et entretenue par les politiques et administratifs de Normandie et nationaux sous la pression des élu.e.s bretons qui s'empressent de tenir la tête des normand.e.s sous l'eau avec une jouissance non dissimulée : Breiz uber alles !

Non la Bretagne n'est pas dans une crise profonde. Ce n'est pas son cas car c'est une région plus riche et plus prospère que les régions normandes notamment.

Le Nouvel Obs du 21 Novembre 2013 à propos de la Bretagne.

...c'est une région « privilégié et apaisée.... elle a connu une vraie dynamique de progrès ponctuée de nombreux atouts. D'abord un niveau d'éducation plus élevé que la moyenne, diversifié et un enseignement technique qui fonctionne bien. Ensuite un revenu moyen beaucoup plus égalitairement distribué. Le rapport entre les 20% des habitants les plus riches et les 20% les plus pauvres est de 2 alors qu'il est de 3,5 dans le Languedoc-Roussillon et le Nord. La région a aussi été moins durement frappée par la désindustrialisation. Elle conserve

un tissu de petites entreprises familiales et à UN TAUX de CHOMAGE INFÉRIEUR à la moyenne nationale... ».

Dans « Le Figaro » le leader du mouvement breton en rajoute une couche dans l'intoxication et l'obtention de privilèges supplémentaires

Pour lui le combat n'est pas terminé « Nous demandons le maintien de la gratuité des routes en Bretagne. Nous sommes une péninsule ».

(Faux : la basse-Bretagne peut être considérée dans une péninsule mais en aucun cas l'Ille et Vilaine qui est située dans la Haute-Bretagne, sur l'autoroute des estuaires qui va du Danemark au sud du Portugal.

Le département de la Manche, finistère (là où se finit la terre.. normande), est également dans une péninsule.

Il a le culot de réclamer des « outils, des moyens, de l'autonomie fiscale » pour une région dont 90 % des finances dépendent selon lui de l'Etat

Alors Monsieur vous n'êtes pas la seule région française. D'autres sont beaucoup moins riches si ce n'est de chômeurs et de pauvreté !

En République Française, dont vous faites partie depuis que la Bretagne s'est donnée volontairement à la France par la Duchesse de Bretagne qui s'est elle-même jetée dans les bras du roi de France, il existe l'égalité et la fraternité.

Si vous êtes honnête regardez la situation des régions normandes, son taux de chômage, son nombre de pauvres assistés, de dossiers de surendettement, les dotations de l'Etat français, ses réseaux ferroviaires plus mauvais et lents qu'en 1930 alors qu'il y a en Bretagne 17 gares TGV, et qu'il est alloué UN MILLIARD d'euros pour gagner quelques minutes sur PARIS-RENNES, ses autoroutes payantes ...etc...etc... ses risques nucléaire et Seveso que vous avez refusés par la violence et que l'Etat français a imposé arbitrairement aux régions normandes devenues parmi les plus nucléarisées du monde etc...etc...

Regardez toutes les délocalisations à Rennes , Nantes (Police, Gendarmerie, Armée, Assedic, Impôts, amendes, INSEE...etc...etc... ainsi que la cohorte des entreprises qui ont suivi et autres avec les dizaines de milliers d'emplois à la clé supprimés en Normandie et transférés en faveur de la Bretagne avec famille, enfants et pouvoir d'achat le plus souvent de cadres ...Mettez en face :

combien de délocalisations supra-régionales en Normandie alors que CAEN est la capitale géographique du Nord-Ouest ?

Cerise sur le gâteau Breton, toujours dans le « Nouvel Observateur » le revenu des 10% les plus pauvres de la population est en dessous de 4.000 euros par an en Languedoc-Roussillon et dans le Nord, en BRETAGNE il est en dessous de 12.000 euros (DOUZE MILLE Euros).

Vous en voulez encore : l'évolution des défaillances d'entreprise (donc des chômeurs et de la pauvreté en perspective) constatée par « Challenges du 21 Novembre par région, au troisième trimestre 2013, en glissement annuel fait ressortir les chiffres suivants :

- région ad.basse NORMANDIE PLUS 10,% de R.J. et/ou faillites, BRETAGNE PLUS ZERO,deux (0,2%).

- région ad.haute NORMANDIE PLUS QUATORZE, quatorze pour cent virgule quatre en plus (14,40%) de R.J. et/ou faillite, alors que la région Pays de Loire (celle du premier ministre) connaît comme par hasard une minime augmentation de 4,4%.

Où est la justice sociale ?

Qui est en crise ?

Cherchez l'erreur !

Je persiste et signe : Les Bretons sont outrageusement PRIVILEGIÉS et FAVORISÉS en violation de la plus élémentaire justice sociale démocratique et républicaine.

Peuple de Normandie LEVE-TOI pour lutter contre les injustices, POUR LA JUSTICE.

Daniel Lemoine.

Citoyen Normand.